

# La France doit redevenir un pays d'universités

Plutôt que de fusionner des établissements et fabriquer ainsi des mastodontes universitaires, créons des structures légères, interconnectées et adaptées à la modernité

Par OLIVIER ALEXANDRE

**L**a France n'a jamais été un pays d'universités. Le rêve de Victor Cousin d'une université mère de la nation n'a pas échappé aux soupçons de l'Etat. Parallèlement à la mise en place des Red Brick Universities en Angleterre, du modèle humboldtien en Allemagne et jeffersonien aux Etats-Unis, l'Etat français a privilégié des structures à faibles effectifs et fortes ressources pour assurer la formation des élites et développer la recherche publique.

Polytechnique, l'ENS, l'Ecole des mines, Sciences Po, l'ENA, le CNRS, l'INRA ou l'Inserm représentent le versant éducatif d'une histoire politique au cours de laquelle l'université s'est vue progressivement reléguée, jugée conservatrice par excès, indépendante par outrance ou inefficace par principe.

La vague de démocratisation de l'enseignement supérieur lancée par la loi Faure de 1968 n'a pas endigué cette tendance, la multiplication de campus désargentés absorbant des publics grandissants à bonne distance des centres-villes. Depuis lors, le pouvoir central envisage les étudiants comme une population « à risque », initiatrice de manifestations et mouvements de rue.

Peu d'élites ont par ailleurs durablement fréquenté les bancs de l'univer-

sité, participant à un déficit d'image repérable au cinéma, en littérature et jusqu'en son cœur. En effet, un tiers des étudiants en licence en font un choix de second rang, faute du mieux que sont les écoles, BTS et IUT; deux tiers n'assistent qu'épisodiquement aux cours; tandis que son personnel fait l'objet d'un déclassement et d'une précarisation de ses conditions de travail.

Depuis une dizaine d'années, deux mouvements politiques contraires s'évertuent à résoudre par le haut ce malaise universitaire: d'un côté, une politique d'autonomisation vise à professionnaliser les étudiants au sein d'un espace socio-économique régionalisé; de l'autre, des dispositifs de financement ad hoc (ANR Idex, Labex) soutiennent l'excellence scientifique et sa visibilité.

## QUATRE ERREURS DE PERSPECTIVE

Face à cette injonction paradoxale, les personnels administratifs, les enseignants-chercheurs et les étudiants se sentent dans l'incapacité d'atteindre l'un et l'autre de ces objectifs, une majorité vivant sous la menace d'un double décrochage: celui de la formation face à une concurrence démultipliée; celui de la science par le jeu sélectif des commissions.

Dans ce contexte, trois maux se manifestent avec acuité: une crise de croissance des universités, une perte de croyance en leurs capacités, un clientélisme académique – procédures de recrutement et allocation de

ressources faisant passer les systèmes américain, anglais ou allemand pour des modèles de probité.

Nombre de présidents d'université envisagent de fait une troisième voie: le rapprochement entre établissements. La Ville de Paris s'apprête ainsi à accueillir une super-université de 85 000 étudiants, fruit d'une fusion entre Paris-III, Paris-V et Paris-VII, placées sous une même bannière dès 2018. En dépit de l'opposition d'une large majorité du personnel des établissements concernés, le pari consiste ici à jouer des synergies et des effets de levier pour répondre aux défis de la professionnalisation et d'une concurrence internationalisée postclassement de Shanghai.

Cette stratégie volontariste semble toutefois reposer sur quatre erreurs de perspective. Tout d'abord, un des premiers facteurs des dysfonctionnements universitaires tient non pas à l'absence mais à la lourdeur des structures hiérarchiques, enseignants et personnels administratifs ayant des difficultés à s'adapter aux demandes d'innovations pédagogiques et d'actualisation des offres de formation.

De plus, le bassin de recrutement des universités demeure essentiellement régional, la majorité des étudiants s'interrogeant sur l'opportunité de rejoindre des entités distantes de quelques dizaines de kilomètres plutôt que de s'expatrier.

Par ailleurs, le classement de Shanghai, largement méconnu ou décon-

**LA FRANCE  
DEMEURE LA  
TROISIÈME TERRE  
D'ACCUEIL  
DES ÉTUDIANTS  
DU MONDE APRÈS  
LES ÉTATS-UNIS  
ET L'ANGLETERRE**

sidéré au-delà de l'Hexagone, fait oublier que la France demeure la troisième terre d'accueil des étudiants du monde après les États-Unis et l'Angleterre, en vertu d'atouts internationalement reconnus : la qualité de l'enseignement-recherche dans les humanités, le droit et l'économie, la médecine ou les sciences fondamentales ; la gratuité de l'offre de formation ; l'attractivité de cadres de vie urbains et les effets de label, à l'image de « la Sorbonne ».

Enfin, le nombre d'étudiants des universités en tête des classements académiques, à Oxford, Stanford ou Harvard, n'excède pas les 20 000 inscrits, soit quatre fois moins que le nombre promis par une université parisienne confédérée. De ce point de vue, la voie d'une politique raisonnée pourrait bien se situer à l'exact opposé du projet de fusion envisagé : celle de structures légères à effectifs réduits, interconnectées mais indépendantes, à rayonnement international mais fortement régionalisées, dont l'organisation à taille humaine permettrait de développer des axes de spécialisation clairement identifiés, de manière à optimiser les avantages comparatifs français.

En somme, une stratégie de la grenouille et non du bœuf, sans laquelle le désavantage français risquerait, aux yeux du monde, de l'emporter. ■



**Olivier Alexandre** est sociologue  
et professeur invité  
à l'université Stanford (Californie)